

« L'Occident se retirera du monde arabe »
Adelbert Reif en conversation avec Ulrich Tilgner

Le monde arabe se trouve en révolution et pourtant on ne peut rien prévoir de ce qui arrivera encore. Après le printemps arabe, on espérait une amorce d'une évolution démocratique. La guerre civile en Syrie, les agitations en Égypte et d'innombrables autres terrains de conflits non résolus dans la région anéantirent cet espoir. La politique occidentale a aussi échoué cependant. Ulrich Tilgner, qui depuis trois décennies fait des reportages au Proche et Moyen Orient, retrace dans son nouvel ouvrage *La logique des armes. Politique occidentale en Orient* (Éditions Orell Füssli, Zurich 2012) la piste de l'échec des interventions occidentales et des sanctions qui ont suivi. Son regard se dirige avant tout sur les gens sur place, dont la situation a à peine changée sous les activités entreprises par l'Occident. Même sous l'autorité du Président Obama, Tilgner ne voit aucune fin de la violence militaire occidentale. Les formes de guerre se sont purement et simplement transformées. Tilgner est convaincu que la période de la présidence Obama est une période de modernisation de la politique militaire et de la manière de conduire la guerre introduite dans l'histoire des USA. Avec une grande inquiétude, il décrit les nouvelles formes de guerre avec drones [de l'anglais *to drone*, *bourdonner*, *vrombir*, *ndf*] et cybernétique, par lesquelles les USA minent la Convention de Genève et le droit des peuples.

Adelbert Reif : Monsieur Tilgner, en vérité votre ouvrage récent ne devait pas du tout être intitulé : La Logique des armes. Car le comportement de la politique occidentale, qui suit soi-disant l'objectif d'engager les pays du Proche et Moyen Orient dans un état de stabilité et de paix et exporte en même temps des armes en masse dans ces pays, est dénuée de toute logique. Vous décrivez un armement depuis des années, par exemple dans la région du Golfe, « dans ces ordres de grandeur dans l'histoire du monde » tels qu'ils n'ont jamais existé, est-ce que des armes peuvent contribuer à la stabilisation ?

Ulrich Tilgner : C'est au cœur du problème en politique de croire que l'on peut résoudre des problèmes avec l'accumulation et l'utilisation d'armes. Plus ces régimes, comme l'Arabie Saoudite et les systèmes autoritaires du côté arabe du Golf sont armés, plus ceux qui y règnent sur place se sentent assurés. Par exemple au Katar, la pension a été doublée pour les officiers retraités. Au Koweït, l'argent ne suffit plus, parce qu'on sur-approvisionne les employés de l'État. La même chose vaut pour l'Arabie Saoudite. Le pays se trouve devant un grave crise financière. Une grande pauvreté règne, parce les ressources sont utilisées au maintien du système. Cette notion de maintenir un régime ou de le soutenir sous la violence des armes a grandi sur le terrain des guerres du passé. L'élément commun du gouvernement d'Hamid Karzal à Kaboul et celui nouveau de Bagdad, c'est, qu'abstraction faite de toute différence, ils sont le résultat tous deux de l'intervention militaire occidentale. Et cela continue dans la guerre civile en Syrie, qui développe une incroyable brutalité.

Adelbert Reif : Outre la Syrie, l'Égypte détermine en ce moment l'événement de crise dans le Proche et le Moyen Orient. « Des forces qui trouvent leur autonomie dans une orientation rétrograde sur l'époque du prophète Mohamet, contestent aux modernistes la direction, lesquels déclarent soutenir une société ouverte », écrivez-vous. Quelles forces perceront à jour tôt ou tard en Égypte ?

Ulrich Tilgner : L'Égypte se trouve devant un aiguillage. Le président Mursi promet de tous côtés un bon avenir. Mais s'il ne crée pas de large coalition, je redoute qu'il doive céder à la pression de ces partenaires radicaux de l'alliance. Cela s'est révélé lors du vote sur la constitution. Comme Mursi s'est rétracté sans cesse sur les majorités qu'il a dans le peuple, l'alliance a répondu aux radicaux qui la font chanter. Je considère les Salafistes comme un mouvement radical qui mène les Frères musulmans dans un cul-de-sac politique. Mursi cherche maintenant à apaiser la rue et à associer d'une manière ou d'une autre les libéraux et les nationalistes de gauche et je ne sais qui encore contre lui. Il n'y arrivera pas à longue échéance. Il doit oser l'ouverture sur le spectre non-religieux. Les membres de ce spectre politique non-religieux sont croyants pour la plupart. Mais ils considèrent la religion comme une affaire privée qui ne doit exercer aucune influence sur la politique de l'État. Mursi et les Frères musulmans hésitent à faire ce pas. Mais sans ce pas, il y aura une large radicalisation et avec cela aussi une autre scission en Égypte.

Adelbert Reif : Doit-on redouter que l'Égypte, à moyenne ou même à longue échéance, tombe dans un état d'anarchie, de sorte qu'elle en reste plongée dans les troubles actuels, voire même en connaisse une recrudescence ?

Ulrich Tilgner : Cela je ne crois pas. L'Égypte est un État immémorialement doté d'un pouvoir central. La population égyptienne est très orientée sur l'autorité. C'est la raison pour laquelle les forces islamiques perceront à jour, si elles appuient le gouvernement, de sorte que la population l'accepte à longue échéance. Armée, police, l'ensemble des institutions de sécurité, peuvent être coalisées sur une nouvelle ligne. Les hommes de ce pays savent que sans gouvernement on ne peut pas avancer. C'est pourquoi il n'y a pas de danger d'une guerre civile en Égypte.

Le vois le danger dans la formation de camps dans la politique, qui auront à longue échéance des conséquences catastrophiques. On ne pourra ni atteindre de politique raisonnable en ce qui concerne les domaines social et économique, si des groupes importants de la population ne se révèlent pas prêts à soutenir un programme de gouvernement. Des fortunes ne seront pas investies et les intellectuels fort cultivés quitteront le pays, pour travailler ailleurs, que ce soit dans les États arabes ou à l'étranger occidental. On en arrivera ainsi à un processus d'érosion de la société.

L'Égypte suit de loin au point de vue de son développement. La chute de Moubarak vint beaucoup trop tard. Quinze ans auparavant, un nouveau gouvernement au Caire aurait eu un jeu plus facile pour mettre en place un aiguillage vers une autre évolution. Entre temps, elle s'est éloignée de l'évolution de l'économie mondiale. Et si ce retard temporel n'est pas compensé et qu'il est même agrandi par la division intérieure les problèmes sociaux et économiques en Égypte ne pourront pas être résolus. La catastrophe sociale est donc programmée d'avance.

Adelbert Reif : En quoi distinguez-vous les unes des autres les causes originelles ou les motifs des conflits en Égypte et Syrie ?

Ulrich Tilgner : En Égypte le changement de pouvoir a résulté d'une large protestation de la jeune génération. Des groupes d'idéologies et de religions diverses y participèrent. Chrétiens, Musulmans, nationalistes, gauches se réunissent dans cette alliance de la rue contre le gouvernement. Cette impulsion a échoué en Syrie dès le commencement, parce que l'Arabie Saoudite soutint aussitôt en fournitures d'armes des groupes armés. Des déserteurs n'obtinrent pas seulement des armes, mais aussi de l'argent pour encourager la désertion. L'opposition des intellectuels, des universitaires et des groupes civils à Damas et Alep fut repoussée à l'arrière-plan. En outre, el-Assad tenta de recruter ces groupes. C'est-à-dire que la protestation de paix, à savoir le printemps arabe classique, fut étranglée en Syrie et très rapidement remplacée par une lutte armée. Celui-ci déboucha dans une guerre civile, qui mènera à une incroyable auto-déchirement de la société syrienne.

Adelbert Reif : Quel aspect pourrait avoir l'avenir de la Syrie, après une fin inéluctable du régime d'el-Assad ?

Ulrich Tilgner : Cela ne se laisse pas prédire, parce qu'on ne sait pas du tout clairement si le régime d'el-Assad tombera. Cela pourrait être et c'est le pronostic de Lakhdar Brahimi, le médiateur de l'ONU issu d'Algérie, la dislocation du pays en diverses régions de pouvoir, en domaines sunnite, kurde, chrétien. À Damas, il pourrait y avoir un centre de pouvoir pour el-Assad, qu'il pût encore conserver avec certains fidèles, et dans le Sud, à la frontière jordanienne, il pourrait aussi y avoir aussi une région sunnite. Des groupes militaires, qui existent déjà aujourd'hui en Syrie, prennent le contrôle de ces domaines et s'accrochent les uns avec les autres en se livrant à des luttes de clans. La guerre civile continue de s'affaiblir en conséquence et chacun des chefs de guerre, et donc les chefs de ces groupes, consolident leurs structures. Ils sont soutenus de l'extérieur du pays, par la Turquie, l'Arabie Saoudite, l'Iran, la Russie, là où c'est possible. C'est pourquoi Brahimi est convaincu qu'à présent on devrait négocier. Car si aucun compromis n'est visé, la fragmentation de la Syrie menace. Cette théorie me paraît plausible. De Brahimi vient aussi l'estimation qu'en 2013, il y aura cent mille morts en Syrie, si l'on ne parvient pas à mettre rapidement fin à la guerre civile.

Adelbert Reif : Quelles répercussions cela a pour l'Europe ou principalement pour l'Occident ?

Ulrich Tilgner : Aucune répercussion importante. Les répercussions au sein du monde arabe sont beaucoup plus importantes. Il est à observer que l'Occident se retire prudemment. Il ne peut pas travailler de manière constructive dans cette région au plan militaire et politique. Ni la politique occidentale, ni l'engagement militaire occidental n'ont de résultat en vue. Des acteurs arabes prennent le contrôle des

régions. Avant tout l'Arabie Saoudite, qui finance de tels groupes avec ses revenus pétroliers immenses. La famille royale saoudienne a un grand intérêt à mettre fin au printemps arabe. Avec les Frères musulmans ou les Salafistes, c'est égal qu'elle le puisse ou pas, on se sent toujours mieux conseiller du côté de la famille royale saoudienne que par des énergies démocratiques qui, en Tunisie et Égypte, ont renversé les gouvernements. Après la chute de Moubarak, il y eut encore une phase, dans laquelle les relations diplomatiques entre l'Égypte et l'Arabie Saoudite furent interrompues. On peut y reconnaître que l'Arabie Saoudite ne vit pas ce renversement d'un bon œil. Le roi saoudien se plaignit auprès d'Obama en disant que les USA devaient soutenir Moubarak. À présent, l'Arabie saoudite a la possibilité, par son argent et son influence, en étant religieusement servie, de créer dans la région les structures politiques qui lui conviennent.

Adelbert Reif : Chiites, Sunnites, Chrétiens — comptez-vous pour le futur proche sur une aggravation des tensions et confrontations confessionnelles dans le monde arabe ?

Ulrich Tilgner : Pour ce qui concerne les Chrétiens, avec certitude. L'exode des Chrétiens a atteint un sommet dramatique. Les Chrétiens en Irak se sont réduits à environ un tiers depuis la chute de Saddam Hussein. En Syrie, s'esquisse une diminution analogue. L'exode est pleinement en cours en Jordanie. Il en est de même en Iran. Les Chrétiens émigrent de ces régions. Ce sont eux qui payent pour l'instabilité, parce qu'on leur reproche d'être la cinquième colonne de l'Occident. Ce reproche fait toujours un peu effet sur la majorité des Musulmans croyants. Il entretient ensuite la méfiance et l'exode fonctionne sur la base de cette méfiance, quand ce n'est pas même des groupes entiers qui sont expulsés.

Le conflit sunnite-chiite sera atténué par l'Arabie saoudite. L'Iran qui avait donné en 1979 l'impetus d'exporter sa révolution, reconnut rapidement que cela n'allait pas. L'Arabie saoudite, aussi étrange que cela paraisse aujourd'hui, recherchera une coexistence avec l'Iran, pour affaiblir sa pression sur son système et laisser revenir le soutien à l'Iran. La rhétorique agressive réciproque entre Téhéran et Riad a déjà à présent diminué. C'est une nouvelle évolution qui montre que la controverse entre Chiites et Sunnites reculera. Elle culmine une fois encore en Irak. Mais en général, elle a franchi son sommet, parce que l'Arabie saoudite n'a aucun intérêt à mener le combat contre les Chiites. Celle-ci sait que l'Iran prendrait autrement des contre-mesures.

Adelbert Reif : Selon vous, l'importance du facteur religieux, en ce qui concerne le Proche et Moyen Orient, est-il sous-estimé par la politique occidentale.

Ulrich Tilgner : Non. Au contraire, il est surestimé. Exactement comme les politiciens en Occident ont un arrière-plan, ainsi les politiciens en Orient ont un arrière-plan islamique. Chez eux, ils parlent beaucoup de religion et utilisent la religion pour leur politique. Mais lorsqu'ils se présentent à l'international, c'est leurs intérêts qui se trouvent au premier plan. En cela rien ne changera. Lors des grandes décisions aux Nations Unies ou bien lors d'autres conférences internationales, vous pouvez voir que le monde islamique n'a rien créé pour s'uniformiser de l'Indonésie jusqu'au Maroc. L'importance de l'organisation de la conférence islamique et donc de ces États islamiques a diminué. Chaque pays suit ses propres intérêts et arrive à ses fins au moyen d'accords bilatéraux. Les États du Golfe ont leurs intérêts propres, les États nord-africains en ont d'autres. Il n'existe aucun bloc islamique bien net, comme il n'existe aucun bloc chrétien. La Russie, les USA et l'Europe sont au fond trois groupes de populations chrétiennes. Mais il sont politiquement divers. Ainsi en est-il aussi dans le monde islamique.

Adelbert Reif : Rien qu'à l'exemple de la Syrie, il se révèle que de nombreux groupes et mouvements divers dans l'espace arabe luttent pour l'influence et le pouvoir. Quelles difficultés en résulte-t-il sur la base de ces diverses dispositions d'intérêts, pour l'établissement d'un ordre stable dans chaque État ?

Ulrich Tilgner : Ce sont tout d'abord des problèmes sociaux, qui se trouvent au premier plan. La jeune génération exerce une pression. L'Islam traversera une crise de légitimation, parce qu'il s'est chargé d'une fonction bouche-trou. Les gauches ont échoué dans la région. Les nationalistes ont échoué. Au plus évident cet échec se manifesta avec le parti arabe Baath socialiste. Tous les essais, de parcourir une évolution sans religion et sans tutelle de l'Occident, ont échoué. C'est ce qui se révéla en Égypte, en Syrie et en Iran. C'est pourquoi le mouvement religieux, qui put mettre à profit alors ce vide idéologique, développera des problèmes de légitimation.

À longue échéance cela deviendra très difficile, parce que la jeune génération, en tant que porteuse du processus de modernisation, serait décrochée. Le chômage parmi la jeunesse et parmi les jeunes universitaires est très élevé. En même temps, les jeunes femmes et hommes sont bien informés par *Internet* et les technologies modernes de l'information. À un moment quelconque, ils prendront le pouvoir et il le conquerront aussi. Au contraire des pays européens, les États disposent d'une grande part de la population qui est jeune.

Adelbert Reif : Et quel poids revient au conflit israélo-palestinien ? À l'occasion, semble-t-il, ce conflit passe à l'arrière-plan eu égard aux événements dramatiques en Égypte et en Syrie.

Ulrich Tilgner : Voici déjà 30 ans que ce conflit a été renvoyé à l'arrière-plan. Les possibilités de solution furent gaspillées. Et à partir de leur propre énergie, Israéliens et Palestiniens ne pourront pas s'associer dans un futur prévisible. Il n'existe plus qu'un seul moyen et celui-ci serait une intervention extrêmement forte de la communauté internationale, pour former à côté d'Israël, un État palestinien. Un tel effort n'est cependant pas entrepris. La communauté internationale ne peut pas non plus se décider à créer l'État palestinien que l'on voulait créer en 1947, par la résolution de la partition. Ce n'est pas seulement en Europe qu'on est dégoûtés de ce conflit, mais au contraire aussi dans les États islamiques et surtout dans le monde arabe. Il y a certes des aveux du bout des lèvres d'un soutien aux Palestiniens, mais on ne voudrait rien avoir à faire avec le conflit. Le temps pour résoudre le problème est passé. Il se manifeste déjà des commencements qu'il en sera comme en Afrique du Sud, à savoir qu'il y aura un seul État. Quant à savoir après si l'on pourra garantir une vie commune en paix, j'en doute.

Adelbert Reif : En viendra-t-on, comme il ressort de l'évolution en Syrie, à des glissements de forces dans le Proche et le Moyen Orient ?

Ulrich Tilgner : À longue échéance, la région sera dominée par les États de la péninsule arabique, lesquels développent de plus en plus de problèmes de légitimation. On en viendra à un véritable changement que lorsque ces monarchies et principautés dans la région du Golfe s'effondreront. Quant à prévoir quand cela se passera, selon mon estimation, ce n'est pas prévisible. Mais ces systèmes combattent pour leur survie et pourtant ils sont encore en situation d'influencer la politique au Maroc, jusque dans la Syrie, voire même en effet jusqu'en Iran.

L'Occident devra de plus en plus prendre congé de la région. Il n'a pas besoin non plus d'apprendre à partir de ses erreurs, au contraire, il peut simplement se retirer. Cela dépend aussi du fait que la production de pétrole soit activée à toute force par tous ceux qui y participent — aussi différents qu'ils puissent être. Aussi bien le gouvernement de Téhéran, que la famille royale saoudienne, et aussi el-Assad, savent, qu'avec l'exportation de pétrole, on peut se procurer des devises. Et à ces devises tous les régimes et systèmes de la région sont renvoyés. Il n'y aura plus jamais de moment, comme en 1970, dans lequel on abandonna du boycott pétrolier. Le marché mondial sera approvisionné en énergie et pour cela, une intervention de l'Occident n'est pas nécessaire.

Adelbert Reif : En quoi consiste les erreurs de la politique européenne dans le Proche et le Moyen Orient ?

Ulrich Tilgner : La possibilité de présenter des commencements de politique autonomes dans la région en vue de résoudre les conflits, n'a pas été assez mise à profit. Il y eut un sommet de dissidence entre les USA et l'Europe dans le champ précédant et pendant la guerre en Irak. Mais en Afghanistan il en fut autrement. Cette guerre, l'Europe la porta avec l'OTAN. De même la soi-disant guerre contre la terreur fut aussi co-assurée par l'Europe. Les États européens ont fait leur la manière américaine de procéder aux interventions militaires. La restructuration et la professionnalisation des forces combattantes comme la suppression du service militaire réussirent pareillement selon l'exemple américain. Au moyen du service militaire, la population serait tout autrement impliquée dans les engagements militaires, que lorsqu'une armée professionnelle ou bien une armée de soldats temporaires est envoyée au combat.

Partout les USA sont le grand exemple. Ainsi l'Europe a-t-elle perdu la chance d'être vue et choisie comme partenaire d'une évolution de démilitarisation pro-occidentale. Que l'Europe ne se détache pas de nouveau, sur la base de cette politique occidentale qui apparaît terminée dans les foyers de conflits, c'est parce qu'elle manque d'acteurs politiques qui le veulent et le peuvent.

Adelbert Reif : Comment l'Europe devrait-elle se comporter vis-à-vis des problèmes des pays dans le Proche et Moyen Orient ?

Ulrich Tilgner : Il serait extrêmement important que l'Europe prît une position conséquente dans le conflit israélo-palestinien et poussât à la création d'un État palestinien viable. Cela ne peut être que l'Europe négocie avec l'OLP à Ramallah, alors qu'il existe des problèmes avec le Hamas. L'Europe doit traiter avec le Hamas et avec Israël. En Syrie, elle devrait, par un engagement politique offensif, pousser à la fin de la guerre civile, au lieu de passer celle-ci sous silence, comme cela se passe en ce moment même. Sur la tragédie en Syrie, on parle trop peu.

Et pour finir l'Europe devrait s'efforcer à un dialogue avec l'Iran, en prenant l'Iran au sérieux et en ne lui faisant pas seulement des prescriptions. L'Europe devrait s'interroger une fois sur le fait que la population en Iran ne se révolte pas comme avant. On dit toujours ici que la population iranienne n'est pas libre. Lorsque voici quatre ans, il y eut des élections et que des millions votèrent, on parla d'élections truquées. Avant cela on disait qu'il y avait un pouvoir autoritaire. L'Europe doit s'avancer vers l'Iran. On ne doit pas entrer dans les sanctions décidées par les USA. À longue échéance, cela ne mène qu'à la création de foyers de catastrophes, lorsqu'un pays comme l'Iran implose, c'est parce qu'il est ainsi affaibli par les sanctions.

Adelbert Reif : Les sanctions sont-elles un moyen approprié, pour piloter un régime en Iran ?

Ulrich Tilgner : La **politique des sanctions** mène à un **affaiblissement de l'Iran en tant qu'organisme politique, économique et social**, mais **pas à un affaiblissement du régime** [soulignement du traducteur]. Il y a un an, l'information fut propagée qu'on prendrait des sanctions en Iran. De fait ces prises de sanctions provoquèrent un changement complet dans l'économie iranienne, changement qui renforça même le régime, parce qu'il put agir, indépendamment de l'influence étrangère. Ce qui est affaibli par les sanctions c'est le système politique de l'Iran. Et si l'Iran est trop faible pour pouvoir développer une autre politique, c'est qu'il manque de ressources financières et que l'industrie s'écroule, une évolution entre alors en jeu à laquelle on ne pense principalement jamais en Occident. Les sanctions ne mèneront pas pour cela à ce que la République islamique soit remplacée par un régime pro-occidental et à ce que se développe une atmosphère de politique positive. Au lieu de cela c'est le pays qui s'effondrera.

Ce fut une grande erreur de la part des USA de penser qu'un Iran affaibli par des sanctions se prêtât à édifier un nouveau système. Cela n'a pas réussi jusqu'à présent malgré de monstrueuses encaissements pétroliers. Il en sera de même en Iran. Lorsque pendant des décennies, des structures naturelles sont minées dans le domaine du système social, de l'économie et de la politique, le système s'effondre et un nouveau n'est plus à instituer. C'est pourquoi je suis de plus en plus un opposant aux sanctions. Elles ne mènent à rien. Ce n'est aucune théorie nouvelle. Mais on peut de mieux en mieux la démontrer.

Adelbert Reif : Et comment jugez-vous le rôle de la politique allemande au Proche et Moyen-Orient ?

Ulrich Tilgner : Je ne vois aucune politique autonome de l'Allemagne, ni non plus de politique autonome européenne. On ne s'y efforce pas du tout. La politique au Proche et Moyen-Orient et dans l'Afrique du Nord se produit toujours à l'ombre des USA. On a renoncé à toutes les tentatives de développer dans la région une politique allemande autonome. Le Chancelier fédéral Schröder entreprit certes une tentative, mais il ne pût mettre en place une telle politique. Et le gouvernement successif ne fit rien de plus, au contraire, il fit preuve d'une fidélité fédérale à l'égard des USA. Selon la vision que j'en ai, c'est tout juste s'il y a une chance que l'Allemagne abandonne ce cap politique.

Adelbert Reif : Depuis un certain temps, on observe une participation plus forte de l'Allemagne dans les guerres du Proche et Moyen-Orient et aussi en Afrique. L'acquisition forcée et encouragée des drones tueurs par l'armée allemande et leur engagement souvent calculé, complète l'image d'une préparation allemande ciblée à une guerre. Quelles répercussions aura cette politique dans l'opinion publique dans les pays du Proche et Moyen-Orient et aussi en Afrique vis-à-vis de l'Allemagne ?

Ulrich Tilgner : On peut voir cela exemplairement en Afghanistan. Après que l'avion AWACS fut envoyé, il y eut un tournant dans la population afghane. On n'agréa plus de rôle particulier à l'Allemagne,

au contraire, on la considéra comme une partie des États occidentaux. Avec cela elle fut vue aussi dans son alliance avec les USA. Cela valut entre temps aussi pour l'ensemble de la région et de l'Afrique, même si l'Allemagne ne cultivera pas ce genre d'intervention armée comme les USA. Jusqu'à présent l'armée allemande n'utilise que des drones d'observation. On réfléchit à une utilisation de drones de combat. C'est la voie usuelle. D'abord on dément et ensuite on y vient.

Les recours aux drones sont réalisés par de nombreux pays. Obama veut à présent mettre à la disposition du Sénat des informations d'arrière-plan sur la guerre dronique [ce qu'on appelle aussi la « *drone de guerre* ». *ndt*], pour réussir à imposer un nouveau chef pour la CIA. Ce n'est pas le contrôle démocratique qui le contraint à un tel pas, au contraire, il divulgue des informations, pour imposer des buts tactiques. Avec les drones, nous faisons l'expérience d'une nouvelle phase dans la conduite de la guerre. Les USA sont compétents et au lieu d'exercer la critique, ils enthousiasment d'autres États en faveur. Au 20^{ème} siècle, la conduite américaine de guerre fut automatisée et ensuite ce furent des programmes informatiques qui décidèrent de vie ou de mort des êtres humains sur la Terre. Cette évolution n'a pas encore été reconnue et c'est pourquoi il n'existe aucun effort pour l'arrêter.

L'Allemagne se retiendra toujours. Ce n'est pas un hasard si en 2012, aucun membre de l'armée allemande ne mourut en Afghanistan. C'est le but de la politique. Les USA se comportent d'une manière essentiellement plus offensive. Ils réalisent des interventions secrètes dont on ne connaît jamais combien de soldats y perdent la vie. Parfois ce sont des soldats, dans d'autres cas, ce sont des collaborateurs de la CIA qu'on fait passer pour des soldats. Ce genre de politique militante, je ne le vois pas encore en Allemagne. Mais le genre d'armement et l'effort de créer une troupe capable d'intervenir au plan mondial, portent à croire que l'on recourt aussi à l'intervention secrète et que l'opinion publique en sait de moins en moins là-dessus quant à ce que fait vraiment l'armée allemande.

Adelbert Reif : Des interventions occidentales sont-elles appréhendées par la population locale comme des actes de recolonisation ?

Ulrich Tilgner : Elles ne sont pas comprises comme des actes de recolonisation, mais comme des pas accomplis pour dominer le monde. La perte d'influence des USA est aussi le résultat du fait concret que l'on n'a pas accepté le pouvoir américain absolu au Proche et Moyen-Orient. C'est pourquoi les USA privilégient aujourd'hui une forme indirecte de prise d'influence. À l'avenir, la politique extérieure consistera de plus en plus à une combinaison d'aides au développement, de mesures politiques et d'interventions militaires. Et l'ensemble ira de soi sous une forme cachée, de sorte qu'on ne saura plus dans quels États africains quelles politiques occidentales, et sous quelles formes, seront menées. Ainsi y aura-t-il toujours plus d'êtres humains dans les États africains, et aussi dans ceux du Proche et Moyen Orient qui affirmeront coopérer là-haut ou là-dehors. Ce n'est pas la puissance coloniale des USA ou bien une formation de pouvoir colonial de l'Europe qu'ils redoutent, au contraire, ils redoutent une politique suivie qui ne correspond pas aux intérêts de leur pays.

Adelbert Reif : Vous citez dans votre ouvrage le co-fondateur d'un front de six partis islamiques au Pakistan et directeur d'un centre de formation pour de jeunes Talibans. Pour lui, il ne peut y avoir de paix que si les USA se retirent du monde islamique. Aussi longtemps que les mains diaboliques de l'Amérique sont à l'œuvre en Afghanistan ou dans un autre états islamique, les problèmes de ce pays ne seront jamais résolus. Mais de tels problèmes seraient-ils effectivement résolus par le repliement des USA et aussi celui d'autres puissances occidentales hors des pays islamiques ?

Ulrich Tilgner : Non, assurément pas. C'est la voix des radicaux qui disent toujours que le mal est fondé par la présence d'un pays étranger. C'est bien sûr un sophisme. Le mal réside dans les problèmes de la société. Quoi qu'il en soit, au moyen d'un repliement des USA, le chemin serait libre pour une réorientation politique. À mes yeux, ce n'est pas un hasard si le printemps arabe n'a réussi qu'après l'échec des interventions occidentales et après qu'Obama, en mai 2009, évoqua une démocratisation du monde islamique. Lorsque, pour préciser, la nouvelle génération vit qu'il ne pût être question de démocratisation, qu'elle se décida à la réaliser elle-même. Dans l'instant, nous nous trouvons dans une période intermédiaire, dans laquelle les radicaux peuvent encore être recrutés et la jeune génération n'a pas encore la force de déterminer les circonstances politiques dans les systèmes particuliers. Mais à long terme, ils se détourneront de ces radicaux.

Adelbert Reif : Irak, Libye, Syrie, à présent le Mali, avec des stolons dans d'autres pays africains : il semble que la spirale des guerres ou des interventions armées tourne toujours plus vite et s'étend sur de plus en plus de territoires. Comment cela va-t-il continuer ?

Ulrich Tilgner : Les guerres seront toujours menées d'une manière de plus en plus dissimulée et dans une ampleur toujours plus réduite. Voici trois ans, il y avait encore en Afghanistan 140 000 à 150 000 soldats étrangers engagés. Aujourd'hui de telles interventions se déroulent tout autrement. On mène une guerre indirecte et secrète. Elle englobe des domaines de plus en plus vastes parce que l'idée d'affaiblir des forces radicales par intervention militaire ne prend plus. Au contraire, des interventions militaires font naître une résistance supplémentaire. C'est ce que l'Afghanistan enseigne. Après avoir été battus les Talibans quittèrent le pays à pied, maintenant ils reviennent militairement. Ces groupes radicaux sont tout d'abord affaiblis par des interventions militaires et repoussés dans d'autres régions qu'ils infiltrent ensuite. Par exemple, il doit se trouver en Syrie de nombreux cadres qui ont combattu contre les USA et qui mènent un combat actif contre el-Assad. Les armes de Kadhafi sont de nouveau engagées au Mali et dans l'Afrique sub-saharienne.

Tout cela entretient des relations réciproques. Et lorsqu'on intervient dans un conflit, il en surgit aussitôt un autre et ainsi se multiplient sans cesse ces conflits.

Adelbert Reif : Les pronostics pour l'Orient sont de nouveau plus obscurs, dites-vous. Est-ce que cela vaut pour l'Afrique ?

Ulrich Tilgner : À moyen terme, mes pronostics sont aussi sombres pour l'Afrique. Mais que les États africains doivent traverser une longue période d'horreur, je ne vois pas cela. À long terme, ils ont un avenir plein de promesses. Au Moyen Orient, ce n'est qu'une question de temps, pour ce qui est du changement des structures politiques. Et il en sera de même en Afrique. Il existe absolument des évolutions autonomes en Afrique, par exemple dans quelques États de l'Afrique orientale. On peut y voir que les choses bougent. Beaucoup d'entre eux dépendent de ce qui se passe en Égypte, au Ghana et dans les États de l'Ouest africain.

Cela apporterait un soulagement que l'Occident recherchât l'alliance avec la jeune génération et les porteurs de la modernité à venir dans ces pays, au lieu de prendre le parti des potentats singuliers comme le roi saoudien, le roi du Maroc ou d'autres potentats autoritaires en Afrique. L'Occident doit être au clair quant à savoir de quel côté son cœur bat. S'il ne finit pas par être convaincu, alors il se heurtera à l'avenir de front à des partenaires d'alliance et prolongera la vie de régime qui sont à refuser.

Die Drei, 4/2013.

(Traduction Daniel Kmiecik)

Ulrich Tilgner : est né en 1948 à Brème, il étudia les sciences culturelles, la science politique et l'histoire de la science à Fribourg en Brisgau et Tübingen. En 1976 il devint collaborateur du SDR [*Süddeutsche Rundfunk*]. En 1979, il passe à l'agence de presse allemande, la dpa et il travailla à partir de 1980 comme correspondant de la dpa, des chaînes de télévision allemandes, ARD [*Arbeitsgemeinschaft des öffentlichen rechtlichen Rundfunks angestalteten des bundesrepublik Deutschlands*], ZDF [deuxième chaîne allemande], de la télévision suisse, de plusieurs journaux du Proche et Moyen-Orient.

Pour sa correspondance de Bagdad, il reçut en 2003 le prix Hans-Joachim-Friedrich pour le journalisme télévisuel. Depuis 2008, il travaille pour la télévision suisse.

Parmi ses principales publications, on compte :

Révolution en Iran. Témoignage de visu. Analyses et documents (Reinbeck 1983), *La guerre mise en scène, tromperie et vérité lors de la chute de Saddam Hussein* (Reinbeck 2003), *Entre guerre et terreur. Le choc de l'Islam et de la politique au Moyen-Orient* (Bielefeld 2006) et *La logique des armes. Politique occidentale en Orient* (Zurich 2012).